

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 34/3 (2007)

DOI: 10.11588/fr.2007.3.50741

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Götz ALY, *Hitlers Volksstaat. Raub, Rassenkrieg und nationaler Sozialismus*, Francfort/M. (S. Fischer) 2005, 448 p., ISBN 3-10-000420-5, EUR 22,90.

Souvent à la traîne pour les traductions de l'allemand, l'édition française vient toutefois de publier deux ouvrages récents du spécialiste du nazisme, Götz Aly. L'un, avec la journaliste Suzanne Heim, «*Les architectes de l'extermination*» (2002), l'autre sur l'État populaire hitlérien, paru sous le titre français «*Comment Hitler a acheté les Allemands*» (2005). Structurée en quatre parties, cette étude présente successivement le rêve d'un Reich populaire, la soumission et l'exploitation durant la guerre, la spoliation des juifs et les crimes pour le bien-être du peuple. L'ensemble repose la question tant de fois formulée: Comment cela a-t-il pu arriver? Aux nombreuses réponses apportées par l'historiographie, l'auteur ajoute, en se fondant sur les archives financières qu'il a pu consulter grâce notamment à l'ouverture de celles de l'ex RDA, la promotion sociale sans précédent de la majorité de la population fondée sur les spoliations et les pillages des pays annexes, occupés, voire alliés, comme des victimes du régime. On ne peut donc, selon Aly, dissocier les crimes du régime de l'État populaire basé sur la corruption de ses membres, notamment de sa jeunesse, fer de lance de sa politique. Pour illustrer le succès de cette politique, il compare les 7000 agents de la Gestapo et les faibles effectifs de la Sûreté SS chargés de contrôler 60 millions d'Allemands aux 190 000 agents de la Stasi chargés de contrôler 17 millions de citoyens de la RDA.

Ce que Aly appelle une «dictature de complaisance», et la traductrice «une dictature au service du peuple», consiste notamment à instaurer une justice fiscale clémente pour les masses, quitte à imposer davantage le capital, à spolier les biens juifs, comme ceux des «ennemis» avant de passer au pillage de guerre, et à accroître la dette d'État. Si jusqu'au début de la guerre, les bénéfices des entreprises et le pouvoir d'achat progressent malgré le gel des salaires et des prix, grâce à la hausse du taux d'emploi, des heures supplémentaires et des allocations diverses, la production militaire provoque un écart croissant entre pouvoir d'achat et pénurie de biens de consommation, situation redressée par la guerre permettant d'exporter l'inflation. L'auteur montre notamment le rôle des frais d'occupation qui, par exemple dans le cas de la France, s'élèvent à près d'un milliard de RM par mois, soit 40 milliards durant l'ensemble de la période finançant pour un quart les achats d'armement et l'importation de denrées alimentaires, un autre quart couvrant les achats des militaires allemands. À noter aussi les manipulations des taux de change se traduisant en France par une dévaluation de 25% par rapport au Reichsmark, pratique courante du Reich comme le prouve le barème de change des diverses monnaies étrangères publié en annexe. Selon les données des caisses de crédit du Reich, la contribution des territoires occupés en biens et services représente 131 milliards en y ajoutant les pays alliés de 1940 à 1944. Sans compter les prélèvements de toute nature (or, matières premières, denrées alimentaires) et l'exploitation de la main d'œuvre forcée.

Quant à la spoliation des biens juifs, convertis d'abord – sauf en Grèce – en bons du Trésor, ils reviennent dans les territoires occupés, voire alliés, sous forme de frais d'occupation, au Reich, dans certains cas, directement à la Wehrmacht comme «recettes administratives», telles les frais de déportation et d'entretien des routes stratégiques. À noter que dans les pays occupés ou alliés, ces transactions interviennent avec le concours d'experts – dont le futur président de la Bundesbank, Karl Blessing, en Roumanie. Celle-ci exige néanmoins le paiement en or de ses livraisons pour stabiliser sa monnaie en menaçant de les transférer désormais en Suisse. Exigence satisfaite par un accord de janvier 1943 impliquant la livraison de 30 tonnes d'or, 84 millions de RM et 43 millions de francs suisses. Cas le plus complexe: celui de la Grèce menacée de famine où les experts allemands doivent importer des denrées de Serbie, Bulgarie et Roumanie, obtenir aussi l'accord britannique pour l'importation de vivres de la Croix-Rouge. Pour assainir la monnaie, le Reich doit financer l'amélioration des routes stratégiques assurée essentiellement par le travail forcé, assurer aussi une

partie de la solde de ses troupes et injecter 12 tonnes d'or. Dépenses couvertes en majeure partie par les spoliations complètes des juifs déportés de Salonique, de Crète, Rhodes et Kos. Si les deux tiers du budget de guerre allemand proviennent du pillage des autres pays, le Reich procède aussi à des emprunts massifs, notamment par la conversion de 40 millions de livrets d'épargne en bons du Trésor. En 1945 la dette s'élève à 222 milliards de RM. Charge fiscale néanmoins deux fois moindre que celle de la Grande-Bretagne. Toutefois ces méthodes de financement ne pouvaient réussir qu'avec la victoire du Reich.

De cette analyse riche en statistiques, l'auteur déduit que le consensus majoritaire ne reposait pas sur une conviction idéologique mais qu'il était acheté en permanence par une corruption systématique de bienfaits sociaux aux dépens des »étrangers« au peuple.

Rita THALMANN, Paris

Bernhard R. KROENER, »Der starke Mann im Heimatkriegsgebiet«. Generaloberst Friedrich Fromm. Eine Biographie, Paderborn (Ferdinand Schöningh) 2004, 1060 p., ISBN 3-506-71734-0, EUR 59,90.

Biography is again an approved medium of historiography, after intervening decades of a preference for social-history. But historians writing biographies today conscientiously incorporate social history, and this monumental work is an excellent example of the method. Kroener explores his subject's social origin, socialisation, education, professional social context, as well as the public perception of Fromm. This perception has been concentrated upon Fromm's role on 20 July 1944 as Commander-in-Chief Home Army during the uprising led by his Chief of Staff, Colonel Claus Schenk Graf von Stauffenberg. Kroener seeks to understand the man within his entire social context, and as a human being with childhood experiences, sensitivities, emotions, ambitions, family ties, weaknesses and a touch of greatness. Kroener's book is a compendium of social conditions at the various stages of Fromm's career, and of many aspects of military developments in terms of doctrine, training, technology, and mentality. The dominant and untiringly repeated themes are the characterisation of the officer corps as a social elite with its own mentality and standards of behaviour, and the author's need to explain Fromm's actions in the days before and on the fateful 20 July 1944. In terms of biography, Kroener's goal is »to measure the space available to individual options for action« (p. 17). Reaching beyond that, Kroener seeks to explain the behaviour of German officers in general during the Second World War on the basis of their »hermetic education« and socialisation in the Wilhelmine Empire, and on the basis of their experiences during and after the First World War (p. 89, 97).

Kroener's plan for a biography of Fromm arose from his contributions to the German history of the Second World War, »Das Deutsche Reich und der Zweite Weltkrieg«, in which Kroener treated the structural issues of German Army personnel mobilisation. In his introduction he explains that the historian must decide whether to pursue the evidences of long-term social changes and their cultural expressions and perceptions, or to attempt to reconstruct an individual life within the historical process (p. 17). Kroener decided to do both. Modern biography, he says, treats an historical personage as an integral part of its historical environment and an actor within its social group. Conversely, he declares the frame of reference for his biography to be »the extent and influence of the Army's organisation in the changing history of the German military high-command structure« (p. 18). It is thus as much a history of the German armed forces as a biography of Fromm.

Friedrich Fromm was born in 1888. His father was an artillery officer of modest origins who had a very good career, reached general rank, and played a significant role in the development of the artillery and its growing technological refinement and importance in the accelerating arms race before 1914. Kroener invests a good deal of his vast erudition into